



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **CENTRE SOCIO CULTUREL ESPACE TIERS LIEU  
ERP N° E 488 00271 000**

OBJET : **VISITE DE RECEPTION – AT N° 014 488 19 R 0039**

EXPLOITANT : **MAIRIE – M. ROMAIN BAIL**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **11 RUE DES ARTS**

ACTIVITE(S) : **ENSEIGNEMENT / SALLE POLYVALENTE**

TYPE(S) : **R / L**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

Le 11 janvier 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 3 janvier 2021.

En conclusion,



La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE  
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

à la réception de travaux

**AVIS FAVORABLE**



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

**Pierre CAVARO**

Document annexe comportant...6... feuillets et  
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de Carence  
de la commission de sécurité  
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **CENTRE SOCIO CULTUREL ESPACE TIERS LIEU  
ERP N° E 488 00271 000**

OBJET : **VISITE DE RECEPTION – AT N° 014 488 19 R 0039**

EXPLOITANT : **MAIRIE – M. ROMAIN BAIL**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **11 RUE DES ARTS**

ACTIVITE(S) : **ENSEIGNEMENT / SALLE POLYVALENTE**

TYPE(S) : **R / L**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

Le 11 janvier 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 3 janvier 2021.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : EH/PB/2022 – VP030122 – Centre Socio Culturel Espace Tiers Lieu - Ouistreham  
Affaire suivie par : Lieutenant Edern Helary  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

**DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL**

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.  
Centre Socio Culturel Espace Tiers Lieu – 11 rue des Arts à Ouistreham – ERP N° E 488 00271 000

Réf. : Visite de réception conformément à l'article R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation.  
PV d'étude de la commission en date du 12/11/2019.

Le 03 janvier 2022, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. BRESOMBRES :	Adjoint au Maire de la ville de Ouistreham.
Mme. ROCHAS :	DST de la ville de Ouistreham.
LT HELARY :	Préventionniste au SDIS 14.
Mme NOSS :	Gendarmerie de Ouistreham.
M. GUOSET :	Electricien.
M. JACQUEMARD :	Architecte.



## DESCRIPTION

Le projet concerne l'aménagement du préau, d'une surface de 753 m<sup>2</sup>, du Centre Socio Culturel en maison des associations / tiers lieu.

Après travaux, l'établissement comprendra :

- un accueil,
- un local de rangement de 28 m<sup>2</sup>,
- un espace FAB LAB – outil théâtre de 90 m<sup>2</sup>,
- un espace citoyen, rencontre / partage, exposition de 311 m<sup>2</sup> ouvert sur :
  - un espace projet de 105 m<sup>2</sup>,
  - un espace Co-working de 55 m<sup>2</sup>,
- 2 bureaux de 12 m<sup>2</sup>,
- une kitchenette,
- des sanitaires.

La zone d'accueil de l'Espace Socio Culturel est modifiée :

- déplacement de la banque d'accueil,
- diminution du local SSI et création d'un bureau.

Un dégagement de 2 UP, de l'extension R + 1 / communiquant avec la longère par un sas, donnant vers le préau permet désormais d'accéder à ce nouvel aménagement.

Cette maison des associations / tiers lieu est évacuable par 5 dégagements de 2 UP donnant sur l'extérieur.

Pour rappel, description du Centre Socio Culturel :

L'établissement implanté en zone d'activités, est accessible à partir de la rue des Arts, sur plusieurs façades.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par deux poteaux d'incendie situés rue du Tour de Ville et rue du Pavillon. Mesures estimées par ASUR (SAUR).

Le Centre Socio Culturel est édifié en lieu et place d'une exploitation agricole, seule la longère (R + 1) a été conservée et réaménagée pour accueillir :

### Au rez-de-chaussée

L'espace jeunesse qui comprend :

- une grande salle d'activité ouverte d'environ 70 m<sup>2</sup>,
- un amphithéâtre avec scène intégrée et gradins,
- un bureau,
- un point d'accueil.

Ce niveau est évacuable par un dégagement de 2 UP donnant directement sur l'extérieur depuis l'amphithéâtre et par deux dégagements d'1 UP chacun donnant sur l'extérieur plus un dégagement de 2 UP donnant dans l'extension par le sas coupe-feu intercommunication.

### A l'étage

- trois salles de cours,
- un local archives,
- un local technique CTA.

Ces niveaux sont évacuables par deux escaliers d'1 UP chacun menant au rez-de-chaussée.

ERP N° E 488 00271 000

*Extension R + 1 / communiquant avec la longère par un sas comprenant :*

*Au rez-de-chaussée - 1 200 m<sup>2</sup> accessibles au public dont le préau*

- accueil centre culturel,
- six salles de cours,
- sanitaires,
- trois bureaux,
- locaux techniques,
- une chaufferie alimentée en gaz,
- un local CTA,
- une terrasse cafétéria donnant sur une cour réservée.

Ce niveau est évacuable par 2 dégagements de 2 UP donnant sur l'extérieur et dans le sas d'intercommunication, plus cinq dégagements d'1 UP chacun donnant sur l'extérieur. Il communique avec l'aménagement du préau par un dégagement de 2 UP.

*A l'étage - 100 m<sup>2</sup>*

- plusieurs salles (musique / danse / théâtre),
- deux bureaux,
- vestiaires et douches,
- sanitaires,
- locaux techniques électriques et VMC,
- une terrasse accessible au public fréquentant l'espace culturel (111 m<sup>2</sup>),
- dépôt.

Ces niveaux sont évacuables par deux escaliers de 2 UP chacun dont l'un est extérieur et l'autre n'est pas protégé par un escalier d'1 UP non protégé.

## **CALCUL DE L'EFFECTIF**

Conformément à l'article L 3 de l'arrêté du 05 février 2007. L'effectif susceptible d'être accueilli est de :

	Espace	Surface	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel	Total
Existant	Longère			221	10	231
	Extension			256	32	288
	maison des associations - tiers lieu :				4	4
	• Espace citoyen	311 m <sup>2</sup>	1 p / m <sup>2</sup>	311		311
	• Fat-Lab	90 m <sup>2</sup>	1 p / 2 m <sup>2</sup>	45		45
	• Espace projet	105 m <sup>2</sup>	1 p / m <sup>2</sup>	105		105
	• Espace Co-working	55 m <sup>2</sup>	1 p / m <sup>2</sup>	55		55
						<b>1 039 p</b>

## **CLASSEMENT**

Le Centre Socio Culturel, du 1<sup>er</sup> groupe et de types L / R initialement classé en 4<sup>ème</sup> catégorie est désormais classé en 2<sup>ème</sup> catégorie.

Les visites périodiques de la commission de sécurité auront lieu tous les 3 ans.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;



- 3°) Arrêtés du 04 juin 1982 et 05 février 2007 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types R / L ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) **EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

✓ Vu, le RVRAT daté du 21/10/2021 de l'organisme agréé Veritas sans observation.

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

**Prescriptions suite à l'étude du PC n° 014 488 19 R 0039**

- 1°) Etendre le SSI de catégorie C du Centre Socio Culturel ainsi que l'alarme de type 2b à ce nouvel aménagement (art. L 15 § 1 et L 16 § 1). *Suites données* : levée.

**Suite à la visite**

- 1°) Transmettre à la commission de sécurité une attestation d'un technicien compétent dès que l'éclairage de sécurité sera placé sur source centrale (art. EC 7).
- 2°) Pour les locations de salle, prévoir un cahier des charges précisant aux locataires : le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.

Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité.

**Prescriptions permanentes**

- a) Tenir à jour sur le registre de sécurité les formations à la sécurité du personnel et assurer à chacun d'eux, les actions de formation leur permettant de connaître
  - la conduite à tenir en cas d'incendie
  - la manipulation des moyens de secours,
  - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
  - l'accueil des engins de secours
  - le positionnement des points de rassemblement sur le site
- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980. Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).



- e) Assurer une vacuité des dégagements, permanente et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35, CO 37 et CO 38).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

*Le groupe de visite propose un avis favorable à la réception des travaux.*

### III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de 120 m<sup>3</sup>, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.162-3 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à 200 m, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

### IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.